



Service | Innovation | Rentabilité

SERVICES PARTAGÉS CANADA

État des résultats prospectif

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017



Services partagés
Canada

Shared Services
Canada

Canada

Services partagés Canada
État des résultats prospectif
Pour l'exercice se terminant le 31 mars
(en milliers de dollars)

	Résultats attendus 2015-2016	Résultats prévus 2016-2017
Charges		
Services d'infrastructure de TI	1 700 140	1 701 304
Services internes	177 050	177 864
Total des charges	1 877 190	1 879 168
Revenus		
Vente de biens et services	427 003	421 866
Revenus divers	758	72
Revenus gagnés pour le compte du gouvernement	(11 320)	(11 321)
Total des revenus	416 441	410 617
Coût de fonctionnement net avant le financement du gouvernement et les transferts	1 460 749	1 468 551

Les notes complémentaires font partie intégrante de cet état des résultats prospectif.

Services partagés Canada
Notes à l'état des résultats prospectif
Pour l'exercice se terminant le 31 mars

1. Méthodologie et hypothèses importantes

L'état des résultats prospectif a été établi en fonction des priorités du gouvernement et des plans ministériels qui sont décrits dans le Rapport sur les plans et les priorités (RPP).

Les renseignements présentés dans les résultats attendus de l'exercice 2015-2016 sont fondés sur les résultats réels en date du 31 octobre 2015 et sur les prévisions pour le reste de l'exercice. Des prévisions ont été réalisées pour les résultats prévus de l'exercice 2016-2017.

Les principales hypothèses qui sous-tendent les prévisions sont les suivantes :

- (a) Les activités du Ministère resteront, pour l'essentiel, les mêmes que celles de l'exercice précédent.
- (b) Les charges et les revenus, y compris la détermination des montants de sources internes et externes au gouvernement, sont fondés sur l'expérience acquise. L'évolution générale historique devrait se poursuivre.
- (c) Les résultats prévus incluent des opérations pour lesquelles il y a une assurance raisonnable que les autorisations appropriées soient obtenues.

Ces hypothèses ont été adoptées en date du 7 janvier 2016.

2. Variation et évolution des prévisions financières

Même si tous les efforts ont été déployés pour prévoir les résultats définitifs pour le reste de l'exercice 2015-2016 et pour 2016-2017, les résultats réels des deux exercices risquent de varier par rapport aux prévisions financières présentées, et l'écart pourrait être important.

Lors de la préparation du présent état des résultats prospectif, Services partagés Canada (SPC) a établi des estimations et des hypothèses à l'égard d'événements futurs. Ces estimations et hypothèses pourraient différer des résultats financiers réels subséquents. Elles sont évaluées de façon continue et sont fondées sur l'expérience acquise et d'autres facteurs, notamment les prévisions relativement aux événements futurs qui sont considérées comme raisonnables compte tenu des circonstances.

Les facteurs qui pourraient donner lieu à des écarts importants entre l'état des résultats prospectif et l'état des résultats historique sont entre autres :

- (a) Le moment et le montant des acquisitions et des aliénations d'immobilisations corporelles qui peuvent influencer sur les gains ou pertes et les charges d'amortissement.
- (b) La mise en œuvre de nouvelles conventions collectives.
- (c) La conjoncture économique qui peut avoir une incidence à la fois sur le montant des revenus perçus et sur la possibilité de recouvrer les débiteurs.
- (d) Les modifications supplémentaires au budget de fonctionnement en raison de nouvelles initiatives ou de rajustements techniques mis en œuvre plus tard au cours de l'exercice.

Une fois que le RPP sera présenté, SPC ne fera pas de mise à jour des prévisions, quelles que soient les modifications apportées aux ressources financières dans les budgets supplémentaires des dépenses. Les écarts seront expliqués dans le Rapport ministériel sur le rendement.

Services partagés Canada
Notes à l'état des résultats prospectif
Pour l'exercice se terminant le 31 mars

3. Sommaire des principales conventions comptables

L'état des résultats prospectif a été préparé en conformité avec les conventions comptables du gouvernement qui sont entrées en vigueur pour l'exercice financier 2015-2016, lesquelles s'appuient sur les normes comptables canadiennes pour le secteur public. La présentation et les résultats qui découlent de l'utilisation des conventions comptables énoncées ne donnent lieu à aucune différence notable par rapport aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Les principales conventions comptables sont les suivantes :

a) Charges

Les charges sont comptabilisées selon la méthode de comptabilité d'exercice. Les charges de fonctionnement de SPC sont constatées lorsque les biens sont reçus ou que les services sont rendus, y compris les services fournis gratuitement pour les locaux, les cotisations de l'employeur aux régimes de soins de santé et de soins dentaires et les services juridiques, qui sont comptabilisés à titre de charges à leur coût estimatif. Les indemnités de vacances et de congés compensatoires ainsi que les indemnités de cessation d'emploi sont accumulées et comptabilisées au fur et à mesure que les employés en acquièrent le droit en vertu de leurs conditions d'emploi.

Les charges incluent des provisions qui tiennent compte de changements dans la valeur des actifs et des passifs, dont les passifs éventuels, dans la mesure où l'événement futur est susceptible de se produire et où une estimation raisonnable des répercussions peut être établie.

Les charges incluent également l'amortissement des immobilisations corporelles, qui sont capitalisées à leur coût d'acquisition. Les immobilisations corporelles sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée de vie utile estimative de l'actif.

b) Revenus

Les revenus sont comptabilisés dans l'exercice pendant lequel les opérations ou les faits sous-jacents surviennent.

Les fonds qui ont été reçus à l'avance sont comptabilisés comme des revenus reportés dans la mesure où SPC a une obligation envers d'autres parties de fournir des biens, des services ou des actifs qui seront utilisés à une date future.

Les revenus qui ne sont pas disponibles à être dépensés à nouveau ne peuvent servir à acquitter les passifs de SPC. Bien que l'on s'attende à ce que le président maintienne le contrôle comptable, il n'a pas l'autorité sur la disposition des revenus non disponibles à dépenser à nouveau. Par conséquent, les revenus non disponibles à dépenser à nouveau sont considérés comme étant gagnés pour le compte du gouvernement du Canada et sont donc présentés en réduction du montant brut des revenus de SPC.

Services partagés Canada
Notes à l'état des résultats prospectif
Pour l'exercice se terminant le 31 mars

4. Autorisations parlementaires

SPC est financé par le gouvernement du Canada au moyen d'autorisations parlementaires. La formule de comptabilisation des autorisations consenties à SPC ne correspond pas à celle des rapports financiers établis selon les principes comptables généralement reconnus, étant donné que les autorisations sont fondées, dans une large mesure, sur les besoins de trésorerie. Les postes comptabilisés dans l'état des résultats prospectif d'un exercice donné peuvent être financés au moyen d'autorisations parlementaires approuvées au cours de l'exercice précédent, de l'exercice en cours ou d'exercices futurs. Par conséquent, le coût de fonctionnement net de SPC pour l'exercice diffère suivant qu'il est calculé selon les principes du financement public ou selon la méthode de comptabilité d'exercice. Les différences sont rapprochées dans les tableaux suivants :

a) Rapprochement du coût de fonctionnement net et des autorisations demandées

	Résultats attendus 2015-2016	Résultats prévus 2016-2017
	<i>(en milliers de dollars)</i>	
Coût de fonctionnement net avant le financement du gouvernement et les transferts	1 460 749	1 468 551
Ajustements pour les éléments ayant une incidence sur le coût de fonctionnement net, mais n'ayant aucune incidence sur les autorisations :		
Amortissement des immobilisations corporelles	(142 878)	(161 832)
Services fournis gratuitement par d'autres ministères	(84 163)	(81 136)
Diminution (augmentation) des indemnités de vacances et congés compensatoires	647	1 640
Diminution (augmentation) des avantages sociaux futurs	(2 026)	2 190
Recouvrements et ajustements de charges d'exercices antérieurs	10 202	10 202
Revenus disponibles à être dépensés à nouveau	4 624	3 468
Autres	742	56
Total des éléments ayant une incidence sur le coût de fonctionnement net, mais n'ayant aucune incidence sur les autorisations	(212 852)	(225 412)
Ajustements pour les éléments sans incidence sur le coût de fonctionnement net, mais ayant une incidence sur les autorisations :		
Acquisitions d'immobilisations corporelles	231 887	268 625
Paiements sur les obligations au titre d'immobilisations corporelles louées	39 117	43 687
Augmentation (diminution) des charges payées d'avance	(2 310)	(4 196)
Total des éléments sans incidence sur le coût de fonctionnement net, mais ayant une incidence sur les autorisations	268 694	308 116
Autorisations demandées	1 516 591	1 551 255

Services partagés Canada
Notes à l'état des résultats prospectif
Pour l'exercice se terminant le 31 mars

b) Autorisations demandées

	Résultats attendus 2015-2016	Résultats prévus 2016-2017
	<i>(en milliers de dollars)</i>	
Autorisations demandées:		
Crédit 1 – Dépenses de fonctionnement	1 195 017	1 193 267
Crédit 5 – Dépenses en capital	231 887	268 625
Montants législatifs	89 687	89 363
Autorisations demandées	1 516 591	1 551 255